

**ARRETE N° 0021\_\_/2013/MS/CAB/SG**  
Portant organisation des services du ministère de la santé

**LE MINISTRE DE LA SANTE,**

Vu le décret n°2011-178/PR du 7 décembre 2011 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels ;  
Vu le décret n°2012-004/PR du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;  
Vu le décret n°2012-006/PR du 7 mars 2012 portant organisation des départements ministériels ;  
Vu le décret n° 2012/051/PR du 19 juillet 2012 portant nomination du Premier ministre ;  
Vu le décret n°2012-0156/PR du 31 juillet 2012 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;  
Vu la lettre n°297/PM/SGG/13 du 04 février 2013 portant accord du Premier ministre ;

**A R R E T E :**

**CHAPITRE I<sup>er</sup> – DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 1<sup>er</sup>:** Le présent arrêté définit l'organisation des services du ministère de la santé, conformément aux dispositions de l'article 2 du décret n° 2012-006/PR du 07 mars 2012 portant organisation des départements ministériels.

**Article 2 :** Le ministère de la santé comprend :

- le cabinet ;
- les services rattachés au ministre ;
- l'administration centrale ;
- les services extérieurs ;
- les institutions et organismes rattachés.

**CHAPITRE II – LE CABINET**

**Article 3 :** Le cabinet du ministre est constitué :

- du directeur de cabinet ;
- du conseiller technique ;
- du chargé de mission ;
- de l'attaché de presse ou conseiller en communication ;
- de l'attaché de cabinet ;
- du chef du secrétariat particulier.

**Section 1<sup>ère</sup> : Le directeur de cabinet**

**Article 4 :** Le directeur de cabinet veille à l'exécution des directives du ministre. Il anime, coordonne et supervise les activités du cabinet. Il peut recevoir du ministre, délégation de signature par arrêté, pour des actes relevant des attributions du département.

L'arrêté de délégation en précise les limites.

## **Section 2 : Les autres membres du cabinet**

**Article 5 :** Le conseiller technique procède à des études et élabore, en relation avec la politique du département, des notes, avis et propositions sur les dossiers qui lui sont confiés par le ministre.

**Article 6 :** Le chargé de mission assure une mission spéciale du département définie par arrêté du ministre.

**Article 7 :** L'attaché de presse ou conseiller en communication traite toutes les questions en rapport avec la communication et la presse.

**Article 8 :** L'attaché de cabinet exécute les tâches d'appui aux membres du cabinet et l'étude de dossiers confiés par le ministre.

**Article 9 :** Le chef du secrétariat particulier gère les affaires réservées du ministre, du ministre délégué ou du secrétaire d'Etat.

Il a rang de chef de division.

## **Section 3 : Les services rattachés au cabinet**

**Article 10 :** Sont directement rattachés au ministre :

- l'inspecteur des services du ministère de la santé ;
- la personne responsable des marchés publics ;
- la commission de passation des marchés publics ;
- la commission de contrôle des marchés publics.

**Article 11 :** L'inspecteur des services du ministère de la santé est chargé, sous l'autorité du ministre, de :

- vérifier l'efficacité de la gestion des activités de l'ensemble des services du département et des institutions et organismes rattachés et leur conformité avec les lois et règlements en vigueur, la politique et les plans d'action du secteur ;
- constater les irrégularités commises en matière de gestion administrative, financière et technique et les porter à l'attention du ministre qui en informe les organes spécialisés de l'Etat et prend à cet effet les mesures appropriées ;

- évaluer les résultats effectivement acquis, analyser les écarts par rapport aux prévisions et suggérer les mesures de redressement nécessaires ;
- proposer au ministre des mesures correctives et, éventuellement, des sanctions.

L'inspecteur a le pouvoir d'intervenir dans les structures du département chargées de l'administration générales et celles qui sont responsables des aspects techniques sectoriels.

L'inspecteur des services du ministère de la santé est un administrateur civil totalisant au moins quinze (15) ans d'expérience. Il doit avoir occupé au moins un poste de directeur de l'administration centrale et disposer d'une excellente connaissance des services du ministère où il est nommé.

**Article 12 :** La personne responsable des marchés publics, coordonne les activités des commissions des marchés publics instituées au sein du département, notamment, celles de la commission de passation des marchés publics et de la commission de contrôle des marchés publics.

Elle assure également l'interface avec les responsables des autres départements ministériels concernés et la direction nationale du contrôle des marchés publics.

**Article 13 :** La commission de passation des marchés publics est chargée, conformément au code des marchés publics et délégations de service public, de la préparation des dossiers d'appel d'offres, des opérations d'ouverture et d'évaluation des offres et des propositions.

**Article 14 :** La commission de contrôle des marchés publics est chargée, conformément au code des marchés publics et délégations de service public, du contrôle a priori de la régularité de la procédure de passation des marchés publics et délégations de service public, depuis la phase de planification jusqu'à l'attribution du marché ou de la délégation.

### **CHAPITRE III – L'ADMINISTRATION CENTRALE**

**Article 15 :** L'administration centrale du ministère de la santé comprend :

- le secrétariat général ;
- les directions générales ;
- les directions.

#### **Section 1<sup>ère</sup> : Le secrétariat général**

**Article 16 :** Le secrétariat général est chargé de coordonner et d'animer les activités des services relevant du ministère. Il est dirigé par un secrétaire général.

**Article 17 :** Le secrétariat général dispose d'une division des affaires juridiques et d'une cellule de communication.

**Article 18 :** La division des affaires juridiques est chargée d'animer et de conduire l'activité juridique du ministère.

**Article 19:** La division des affaires juridiques comprend deux (02) sections :

- la section réglementation ;
- la section du contentieux.

**Article 20 :** La section de la réglementation a pour mission de :

- initier et proposer la modification des textes législatifs et réglementaires applicables en matière de santé ;
- étudier tous les projets de conventions et de contrats du ministère ;
- veiller à la régularité juridique en matière de santé ;
- développer des réseaux juridiques interservices.

**Article 21 :** La section du contentieux est chargée de :

- étudier et suivre les dossiers contentieux du ministère ;
- élaborer les mémoires dans le cadre des dossiers contentieux pendants devant les juridictions.

**Article 22 :** La cellule de communication est chargée de :

- élaborer la stratégie globale de communication du ministère, tant en interne qu'en externe ;
- superviser la mise en œuvre, la coordination et l'évaluation de la stratégie de communication ;
- participer à la communication de crise le cas échéant ;
- organiser des campagnes de communication et d'envergure.

Le conseiller en communication du ministre est de droit chef de la cellule de communication.

## **Section 2 : La direction générale des études, de la planification et de l'information sanitaire (DGEPIs)**

**Article 23:** La direction générale des études, de la planification et de l'information sanitaire est chargée de :

- coordonner l'élaboration des politiques, stratégies et plans sectoriels au niveau national ;
- élaborer pour le compte du ministère les propositions de projets et programmes à présenter aux partenaires ;
- coordonner le développement de toutes les composantes du système d'information sanitaire du ministère ;
- consolider annuellement les informations issues des différentes composantes du système d'information sanitaire ;
- assurer la coordination et la promotion des travaux de recherche en santé ;
- coordonner les activités d'élaboration des différents types d'indicateurs ;
- coordonner la préparation des rapports d'activités et de publication ;
- coordonner l'élaboration de tous les normes et standards en infrastructures, en équipements et en personnel ;
- coordonner les projets de coopération sanitaire ;
- assurer le secrétariat technique du comité sectoriel santé VIH/SIDA et du comité de coordination des projets et programmes (CCPP).

En outre, elle participe à la préparation du budget d'investissement du ministère.

**Article 24 :** La direction générale des études, de la planification et de l'information sanitaire comprend deux (02) directions :

- la direction des études, de la planification et de la programmation ;
- la direction du système national d'information sanitaire et de l'informatique.

### **Paragraphe 1<sup>er</sup> : La direction des études, de la planification et de la programmation**

**Article 25 :** La direction des études, de la planification et de la programmation a pour mission de :

- planifier les activités stratégiques du ministère ;
- élaborer la politique nationale de la recherche en santé ;
- concevoir, promouvoir et organiser les études et recherches ;
- définir les politiques sectorielles en liaison avec les autres directions ;
- traduire en projets et programmes les résultats des recherches ainsi que les actions à initier pour satisfaire les besoins exprimés ou identifiés par les autres directions ;
- définir les différents types d'indicateurs du ministère de concert avec les autres directions ;
- coordonner la préparation des rapports d'activités et les publications ;
- élaborer le programme d'investissement du ministère ;
- élaborer et mettre à jour la carte sanitaire nationale ;
- promouvoir la coopération dans le domaine de la santé ;
- inventorier et coordonner les aides de coopération pour le développement de la santé ;
- élaborer et suivre le tableau de bord des activités du ministère ;
- mobiliser les ressources pour la recherche en santé ;
- veiller à l'élaboration des comptes nationaux de santé ;
- conduire les travaux d'élaboration des normes et standards d'infrastructures et d'équipements ;
- proposer des réformes pour le développement du secteur de la santé à tous les niveaux du système.

**Article 26 :** La direction des études, de la planification et de la programmation comprend trois (03) divisions :

- la division de la planification et de la carte sanitaire ;
- la division des études et de la recherche ;
- la division de la programmation et de la coopération.

**Article 27 :** La division de la planification et de la carte sanitaire est chargée de :

- coordonner la mise en place d'un système de planification à tous les niveaux ;
- coordonner l'élaboration des plans d'actions du ministère ;
- coordonner la rédaction du rapport d'activité annuel du ministère ;
- appuyer les autres directions en matière de planification ;
- faire le suivi des réformes au niveau du ministère de la santé ;
- participer à des études périodiques sur l'offre et la demande de santé ;
- mettre à jour périodiquement les cartes sanitaires à tous les niveaux du système de santé.

**Article 28 :** La division de la planification et de la carte sanitaire comprend deux (2) sections :

- la section planification et prospective ;
- la section carte sanitaire.

**Article 29:** La section planification et prospective est chargée de :

- mettre en place un système de planification à tous les niveaux ;
- traduire les stratégies et objectifs en programmes et projets ;
- élaborer les plans d'actions annuels du ministère ;
- rédiger le rapport annuel d'activités du ministère ;
- veiller à la prise en compte des normes et standards dans la définition des plans, programmes et projets.

**Article 30 :** La section carte sanitaire est chargée de :

- faire périodiquement l'analyse des besoins en termes d'implantation et de renforcement en structures sanitaires ;
- appuyer les régions sanitaires dans l'élaboration de leur carte sanitaire ;
- élaborer et mettre à jour périodiquement la carte sanitaire national ;
- participer à l'étude des dossiers d'autorisation d'implantation des structures sanitaires publiques et privées.

**Article 31 :** La division des études et de la recherche est chargée de :

- coordonner la recherche appliquée dans le domaine de la santé ;
- coordonner l'élaboration des comptes nationaux de santé.
- concevoir et mener les études et recherches engagées par le ministère de la santé ;
- élaborer et évaluer les plans de recherche en santé ;
- assurer à travers le fonds d'appui à la recherche en santé, le financement des protocoles de recherche basés sur les priorités du ministère ;
- développer une base de données sur la recherche en santé ;
- développer la formation et la pratique de l'éthique de la recherche pour la santé.

**Article 32 :** La division des études et de la recherche comprend deux (02) sections :

- la section recherche en santé ;
- la section études.

**Article 33:** La section recherche en santé est chargée de :

- mettre en œuvre les plans de recherche en santé ;
- évaluer les plans de recherche en santé ;
- faire le suivi de la mise en œuvre des plans de recherche en santé ;
- valoriser les résultats de la recherche par la protection, l'entrepreneuriat et la prise de décision.

**Article 34:** La section études est chargée de :

- réaliser les études et recherches initiées par le ministère ;
- appuyer les autres directions dans la conception des protocoles de recherche et d'enquête ;
- valoriser et diffuser les résultats des études et recherches ;
- élaborer les comptes nationaux de santé ;
- constituer et gérer une banque de données sur les résultats des études et recherches réalisées ;
- renseigner régulièrement les outils et les indicateurs d'évaluation appropriés de recherche pour la santé.

**Article 35** : La division de la programmation et de la coopération est chargée de :

- coordonner l'élaboration du programme d'investissement du ministère ;
- coordonner l'élaboration des normes et standards en personnel, infrastructures et équipements ;
- coordonner l'élaboration et le suivi du tableau de bord programmatique des activités du ministère ;
- coordonner toutes les actions entreprises dans le cadre de la coopération avec les partenaires tant nationaux qu'internationaux ;
- participer à l'identification des besoins en ressources du ministère ;
- participer à l'élaboration et la mise à jour permanente de la carte sanitaire.

**Article 36** : La division de la programmation et de la coopération comprend deux (02) sections :

- la section programmation ;
- la section coopération.

**Article 37** : La section programmation est chargée de :

- élaborer le programme d'investissement du ministère ;
- faire l'estimation financière des projets et programmes ;
- élaborer les normes et standards en personnel, en infrastructures et en équipements ;
- élaborer et suivre le tableau de bord du ministère à l'aide d'une série d'indicateurs de performance.

**Article 38** : La section coopération est chargée de :

- développer et entretenir des liaisons étroites avec les organisations nationales, régionales et internationales agissant dans le domaine de la santé ;
- tenir à jour une base de données des organisations nationales, régionales et internationales intervenant dans le domaine de la santé.

## **Paragraphe 2 : La direction du système national d'information sanitaire et de l'informatique**

**Article 39** : La direction du système national d'information sanitaire et de l'informatique est chargée de :

- veiller à la capitalisation de toutes les informations relatives au système de santé sous toutes leurs formes ;
- concevoir et adapter en permanence le système de recueil d'informations, notamment par des actions de formation des acteurs des secteurs sanitaires public et privé ;

- fournir un appui en techniques statistiques aux acteurs du système de santé, notamment en matière d'enquêtes épidémiologiques ;
- veiller à la mise en place d'un système d'information en fonction des besoins ;
- veiller à l'élaboration et au suivi du schéma directeur d'informatisation du ministère ;
- générer les différents indicateurs de santé ;
- veiller à l'harmonisation et à la rentabilisation des ressources informatiques du ministère ;
- coordonner les sous-systèmes d'information sanitaire ;
- éditer et publier l'annuaire statistique, les résultats des études et recherches, le tableau de bord du ministère, le bulletin épidémiologique et l'information sanitaire ;
- participer à l'élaboration de la carte sanitaire.

**Article 40** : La direction du système national d'information sanitaire et de l'informatique comprend trois (03) divisions :

- la division des statistiques ;
- la division de la documentation et des archives ;
- la division des technologies de l'information et de la communication.

**Article 41** : La division des statistiques est chargée de :

- développer et gérer les bases de données du système national d'information sanitaire ;
- concevoir et rendre disponibles les supports de collecte de données statistiques du ministère ;
- organiser et coordonner les différents programmes relatifs à la collecte, au traitement et à la diffusion des statistiques sanitaires au sein du ministère ;
- élaborer les différents types d'indicateurs nationaux de santé ;
- assister les différentes directions dans la constitution d'une banque de données relatives à leurs services ;
- coordonner la formation du personnel du ministère en matière de statistiques sanitaires ;
- concevoir des méthodes, des outils d'enquêtes et de sondages statistiques.

**Article 42** : La division des statistiques comprend deux (02) sections :

- la section statistique de la maladie ;
- la section statistique générale de la santé.

**Article 43** : La section statistique de la maladie est chargée de :

- mettre en place un système de centralisation, de collecte et de remontée rapide des données statistiques de la maladie des districts sanitaires et des hôpitaux ;
- collecter et traiter toutes les données statistiques relatives à la maladie ;
- contribuer à renseigner les indicateurs de suivi des performances des services de santé.

**Article 44** : La section statistique générale de santé est chargée de :

- mettre en place un système de centralisation et de collecte des données non liées à la maladie ;
- centraliser toutes les données relatives à la statistique générale de la santé ;
- collecter et traiter toutes les données statistiques non liées à la maladie ;
- contribuer à l'élaboration des comptes nationaux de santé.



**Article 45** : La division de la documentation et des archives est chargée de :

- coordonner la collecte, la gestion et la publication de l'ensemble de la documentation technique et pédagogique du ministère ;
- entretenir des contacts avec les institutions tant nationales qu'internationales susceptibles d'alimenter les services de la documentation ;
- coordonner le système d'archivage des documents du ministère.

**Article 46** : La division de la documentation et des archives comprend deux (02) sections :

- la section documentation ;
- la section archives.

**Article 47** : La section documentation est chargée de :

- assurer la gestion de la bibliothèque du ministère de la santé ;
- collecter et gérer l'ensemble de la documentation technique et pédagogique pour l'ensemble du ministère ;
- publier périodiquement le répertoire de la documentation ;
- confectionner et tenir à jour les catalogues des ouvrages et des périodiques ;
- chercher et proposer aux différents services, des journaux, quotidiens, périodiques, revues, conventions et textes législatifs et réglementaires liés à leurs domaines spécifiques ;
- réceptionner, analyser et mettre sur fiche les journaux, quotidiens, périodiques, revues, thèses et mémoires, études et recherches relatifs au domaine de la santé sur papier ou numérique.

**Article 48** : la section archives est chargée de :

- conserver la documentation et les archives du ministère de la santé ;
- conserver tous les textes législatifs et réglementaires de même que les conventions du ministère en support papier et numérique ;
- conserver les thèses, mémoires, ouvrages, documents des études et recherches, revues ;
- classer les journaux officiels.

**Article 49** : la division des technologies de l'information et de la communication est chargée de :

- élaborer le plan de développement du système informatique et des bases de données du ministère ;
- planifier les projets informatiques ;
- élaborer les stratégies d'application des technologies de l'information et de la communication liées à la santé ;
- concevoir les codes et la nomenclature de stockage des données ;
- coordonner la conception, le développement, la mise en œuvre et la maintenance des applications ;
- coordonner l'animation du site web du ministère ;
- contribuer à coordonner les sous-systèmes du système national d'information sanitaire ;
- gérer et administrer les systèmes d'exploitation et les bases de données ;
- contribuer à renseigner les indicateurs de suivi des performances des services de santé ;
- concevoir les mesures de sécurité des données et leur sauvegarde périodique sur support.

**Article 50** : La division des technologies de l'information et de la communication comprend deux (02) sections :

- la section développement et exploitation des applications ;
- la section système et réseau.

**Article 51** : La section développement et exploitation des applications est chargée de :

- mettre en œuvre les projets informatiques ;
- mettre en œuvre les mesures de sécurité des données et les sauvegardes périodiques ;
- étudier et développer les applications informatiques ;
- assurer la maintenance des applications ;
- faire la conception, l'analyse et la programmation ;
- faire l'exploitation et le paramétrage des applications ;
- administrer les bases de données.

**Article 52** : La section système et réseau est chargée de :

- mettre en œuvre le plan informatique du ministère ;
- faire l'installation et la maintenance des réseaux, logiciels et équipements informatiques ;
- assurer la sécurité informatique et la sauvegarde périodique des données sur support ;
- installer les applications informatiques aux utilisateurs ;
- animer le site web du ministère ;
- former les utilisateurs sur les applications informatiques ;
- administrer et superviser le fonctionnement du réseau ;
- installer, configurer et paramétrer les logiciels réseaux ;
- gérer la messagerie sur l'intranet et l'internet.

### **Section 3 : La direction des ressources humaines**

**Article 53** : La direction des ressources humaines est chargée de :

- coordonner la gestion courante des personnels du ministère pour les actes de gestion qui en relèvent ;
- veiller à l'établissement du bilan des compétences et développer la gestion prévisionnelle des carrières ;
- coordonner la mise en œuvre du plan de formation et de renforcement du personnel, définie par le ministère ;
- faciliter l'appropriation des outils de management par les directions et autres structures déconcentrées ;
- élaborer et veiller à la mise en œuvre du plan de développement des ressources humaines ;
- coordonner la mise à jour du fichier informatique du personnel, de la nomenclature des postes et des emplois, ainsi que du manuel de description de poste ;
- veiller à l'application des textes sur le contrôle de la santé des fonctionnaires ;
- veiller à la conservation des dossiers archives relatifs à la carrière du personnel, appuyer les différents services en matière de gestion des ressources humaines ;
- assurer le secrétariat technique de l'observatoire sur les ressources humaines

En outre elle participe à l'élaboration des normes en personnel des structures sanitaires et aux activités de recrutement et de formation des structures autonomes.

**Article 54** : La direction des ressources humaines compte trois (03) divisions :

- la division de la gestion courante du personnel ;
- la division de la gestion prévisionnelle ;
- la division de la formation et du renforcement des capacités du personnel.

**Article 55** : La division de la gestion courante du personnel est chargée de :

- gérer et suivre les dossiers administratifs ainsi que les différentes positions du personnel de santé ;
- tenir à jour le fichier informatique, la nomenclature des postes et des emplois, ainsi que le manuel de description des postes du personnel ;
- mettre à jour le dossier individuel du personnel ;
- étudier les dossiers de recrutement du personnel pour le compte du département ;
- élaborer les outils de gestion des diverses catégories de personnel.

**Article 56** : La division de la gestion courante du personnel comprend trois (03) sections :

- la section gestion administrative du personnel ;
- la section pilotage des effectifs ;
- la section dossier du personnel.

**Article 57** : La section gestion administrative du personnel est chargée de :

- gérer et suivre la situation administrative du personnel ;
- élaborer en collaboration avec la direction des affaires financières, le projet de budget du personnel de santé.

**Article 58** : La section pilotage des effectifs est chargée de :

- tenir à jour le fichier du personnel,
- gérer et suivre l'évolution des effectifs des agents du ministère de la santé ;
- assurer la gestion administrative du système d'information des ressources humaines ;
- faire le redéploiement administratif des agents du ministère de la santé.

**Article 59** : La section dossier du personnel est chargée de :

- archiver les actes administratifs à destination et au départ de la direction des ressources humaines ;
- créer et conserver les dossiers relatifs à la carrière des agents de la santé ;
- assurer la distribution dans la confidentialité des actes relatifs à la paie, à l'avancement et à la promotion des agents de santé.

**Article 60** : La division de la gestion prévisionnelle est chargée de :

- faire la gestion anticipatrice et préventive des ressources humaines du ministère ;
- initier la mise en place des outils de gestion impliquant les responsables des niveaux opérationnels ;
- promouvoir le dialogue social avec les partenaires sociaux ;
- mettre en place des outils et des procédures facilitant le transfert de compétences ;
- définir les règles et moyens facilitant l'ajustement des besoins et ressources ;
- participer avec les structures concernées à l'élaboration, au suivi et à la mise à jour du document de normes des ressources humaines des structures sanitaires ;
- élaborer en relation avec les autres directions concernées, le plan stratégique de développement des ressources humaines du secteur de la santé ;
- évaluer les besoins en personnel du ministère de la santé ;
- assurer le fonctionnement du secrétariat technique de l'observatoire national des ressources humaines en santé ;
- mettre en place un système d'information dynamique sur les ressources humaines en santé.

**Article 61** : La division de la gestion prévisionnelle comprend trois (03) sections :

- la section planification et développement des ressources humaines ;
- la section système d'information des ressources humaines ;
- la section recrutement, suivi et accompagnement des carrières.

**Article 62** : La section planification et développement des ressources humaines est chargée de :

- évaluer les besoins en ressources humaines du ministère ;
- analyser les compétences disponibles ;
- planifier l'évolution des emplois et des compétences du secteur ;
- mettre en adéquation les besoins et les compétences disponibles ;
- mettre en place un dispositif de suivi de la mobilité des agents ;
- assurer la sécurisation des transitions professionnelles.

En outre, elle participe à la programmation des formations.

**Article 63** : La section système d'information des ressources humaines est chargée de :

- élaborer, analyser, produire et mettre à disposition des outils et tableaux de bord, et des statistiques de gestion des ressources humaines du secteur ;
- apporter un appui aux utilisateurs du réseau et du parc informatique de la direction des ressources humaines ;
- assurer le fonctionnement adéquat du système informatisé de gestion des ressources humaines ;
- développer les outils informatiques de gestion des ressources humaines.

**Article 64** : La section recrutement, suivi et accompagnement des carrières est chargée de :

- élaborer et mettre en place des outils d'entretien, d'évaluation et de sélection ;
- faire le suivi des processus de recrutement et d'intégration ;
- organiser les entretiens annuels d'avancement et de promotion.

**Article 65** : La division de la formation et du renforcement des capacités du personnel est chargée de :

- assurer le développement des compétences et le renforcement des capacités de gestion des agents de santé ;
- définir les besoins du ministère en formation de base et continue, et établir des priorités ;
- élaborer et mettre en œuvre le plan de formation au profit des agents du ministère de la santé ;
- inspecter les écoles de formation ;
- organiser avec les structures concernées la révision et la mise à jour des programmes d'enseignement de base ;
- évaluer et suivre les activités de formation ;
- évaluer la qualité des prestataires de formation ;
- évaluer l'impact des formations sur le rendement du personnel de santé.

**Article 66** : La division de la formation et du renforcement des capacités du personnel comprend deux (02) sections :

- la section formation initiale ;
- la section formation professionnelle continue.

**Article 67** : La section formation initiale est chargée de :

- étudier les besoins en formation et élaborer les programmes annuels en concertation avec les différents services ;
- préparer le cahier de charges des programmes de formations ;
- gérer la coopération avec les différents établissements et instituts de formation ;
- harmoniser les programmes d'enseignement avec la politique sanitaire du pays notamment en soins de santé primaires ;
- faire le suivi et l'évaluation des programmes de formation ;
- établir les conditions d'admission aux différents établissements de formation du personnel de santé ;
- organiser avec les structures concernées les concours d'entrée dans les centres de formation sanitaires ;
- définir des conditions et procédures de passage d'une catégorie de formation à une autre ;
- construire une base de données relatives aux institutions publiques et privées de formation du personnel de santé ;
- tenir le répertoire du personnel en cours de formation tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

En outre, elle participe à :

- l'élaboration du plan sectoriel de formation en concertation avec la section formation professionnelle continue ;
- la conception et à la production des manuels, des guides et des instruments pédagogiques adaptés aux différentes institutions et niveaux de formation de base ;
- l'élaboration du rapport annuel de la formation en concertation avec la section de la formation professionnelle continue.

**Article 68** : La section formation professionnelle continue est chargée de :

- identifier les besoins en matière de mise à niveau et de formation professionnelle du personnel de la santé ;
- élaborer des stratégies et modalités de mise en œuvre des programmes de formation professionnelle ou en cours d'emploi ;
- produire des guides, manuels, fiches techniques et autres supports pédagogiques à l'intention du personnel ;
- fournir l'appui aux directions régionales et préfectorales de la santé dans l'organisation et la mise en œuvre des séances de mise à niveau du personnel ;
- mettre en place le mécanisme de suivi des stages de formation ;
- appuyer les structures de formation pour le développement d'un partenariat international dans le domaine de la formation ;
- assurer l'organisation logistique des différentes formations ;
- coordonner toutes activités du ministère en matière de formation continue ;
- appuyer les différents services centraux et services extérieurs dans l'examen des différentes demandes de poursuites d'étude ;
- évaluer les activités de formation ;
- évaluer la qualité des prestataires de formation ;
- évaluer l'impact des formations sur le rendement du personnel de santé.

En outre, elle participe à la conception et au développement des modules de formation des formateurs en techniques pédagogiques et à l'élaboration du rapport annuel de la formation en concertation avec la section de la formation initiale.

#### **Section 4 : La direction des affaires financières**

**Article 69** : La direction des affaires financières est chargée de :

- préparer et arbitrer à titre préliminaire, le budget consolidé de fonctionnement et d'investissement du ministère ;
- faire le suivi de l'exécution du budget de fonctionnement et d'investissement du ministère ;
- apporter un appui technique à la budgétisation des projets et programmes financés par les partenaires techniques et financiers ;
- faire le suivi de l'exécution des budgets des projets et programmes ;
- assurer la gestion du panier commun des financements provenant des partenaires techniques et financiers ;
- veiller à la bonne gestion des comptes bancaires du département domiciliés dans les banques de la place ;
- coordonner l'élaboration des manuels de procédure de gestion financière et comptable, des documents de cadre des dépenses à moyen terme et de la revue des dépenses ;
- contrôler et auditer la gestion comptable et financière des structures sanitaires relevant du ministère de la santé ;
- appuyer les autres directions dans l'utilisation du manuel de procédures de gestion financière ;
- collecter les données sur le financement du ministère de la santé ;
- assurer le secrétariat technique de la commission budgétaire du ministère de la santé.

En outre, elle participe :

- aux études liées aux finances ou dépenses publiques de santé ;
- à la passation des marchés de travaux, d'équipements, des biens et services notamment dans la préparation des dossiers et avis d'appel d'offres, la confection des plans de passation des marchés ;
- à la tarification des actes.

**Article 70** : La direction des affaires financières comprend deux (02) divisions :

- la division des finances et du budget ;
- la division du contrôle de gestion et de l'audit interne.

**Article 71** : La division des finances et du budget est chargée de :

- tenir la comptabilité des services du ministère ;
- préparer les marchés et contrats ;
- suivre la bonne utilisation des ressources financières mises à la disposition du département ;
- gérer les fonds provenant des financements extérieurs ;
- faire l'étude des demandes de financement adressées par les différents services du ministère ;
- assurer les opérations de transit des biens acquis ou reçu en dons ;
- élaborer le budget programme du département en collaboration avec les autres directions ;
- suivre l'exécution des budgets d'Etat (fonctionnement et investissement) et des financements des partenaires techniques et financiers ;
- définir les critères devant servir à l'allocation des crédits aux différents services et directions ;
- mettre au point les guides pour la préparation des budgets programmes et cadre de dépenses à moyen terme à l'intention des directions régionales et préfectorales ;
- assurer la diffusion du budget adopté au niveau des services du département ;
- élaborer un plan de passation des marchés ;
- suivre et contrôler la concordance des effectifs du personnel avec les budgets ;
- établir un système de contrôle de perception des recettes médicales.

En outre, elle participe à l'élaboration des barèmes de tarification des prestations de soins en collaboration avec les autres services techniques.

**Article 72** : La division des finances et du budget comprend trois (3) sections :

- la section comptabilité ;
- la section commande courante ;
- la section du budget.

**Article 73** : La section comptabilité est chargée de :

- vérifier la conformité des engagements des crédits ;
- liquider les dépenses de fonctionnement et d'investissement du département ;
- tenir la comptabilité matière ;
- faire les opérations de transit des biens acquis ou reçus en dons ;
- mettre à jour tous les documents comptables et les fichiers nécessaires à la bonne gestion des matières et des biens selon les règles de la comptabilité matière ;

- faire la certification des factures et signer les bordereaux de livraison et les procès verbaux de réception ;
- préparer les documents comptables périodiques.

**Article 74** : La section commande courante est chargée de :

- tenir et mettre à jour les fichiers fournisseur ;
- préparer et suivre les achats et contrats dont la valeur est inférieure au seuil de passation de marché ;
- faire les opérations d'approvisionnement et de gestion des stocks des fournitures et des biens divers ;
- tenir la comptabilité matière de la direction des affaires financières.

**Article 75** : La section budget est chargée de :

- élaborer le budget de fonctionnement du ministère de la santé en collaboration avec les autres directions ;
- suivre l'exécution du budget de fonctionnement ;
- établir les comptes administratifs et les situations périodiques ;
- élaborer le budget d'investissement du ministère en collaboration avec les autres directions ;
- suivre l'exécution du budget d'investissement ;
- suivre l'exécution du budget des fonds d'origine extérieure.

**Article 76** : La division du contrôle de gestion et de l'audit interne est chargée de :

- contrôler et auditer l'encaissement et l'utilisation des subventions conformément aux objectifs initiaux ;
- contrôler et auditer les recettes et les dépenses des structures sanitaires et institutions rattachées ;
- contrôler et auditer la gestion des dons et des financements extérieurs ;
- faire la revue des procédures de passation des marchés ;
- analyser et vérifier les rapports de mise en œuvre des activités ;
- contrôler la sincérité et la régularité des dépenses et les recettes au regard des manuels de procédures administratives, financières, comptables et des documents contractuels tels que les conventions de financement ;
- faire le suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des audits.

**Article 77** : La division du contrôle de gestion et de l'audit interne comprend deux (2) sections :

- la section contrôle de gestion et audit des budgets des services et structures sanitaires ;
- la section contrôle de gestion et audit des subventions de l'Etat, des prêts et dons des partenaires au développement.

**Article 78** : La section contrôle de gestion et audit des budgets des services et structures sanitaires est chargée de :

- vérifier le respect des procédures comptables et administratives ;
- assurer la mise en œuvre des dispositifs de contrôle de la gestion des recettes et dépenses des structures sanitaires ;



- vérifier les différentes opérations comptables et financières ;
- vérifier la tenue de la comptabilité matière.

**Article 79 :** La section contrôle de gestion et audit des subventions de l'Etat, des prêts et dons des partenaires au développement est chargée de :

- contrôler l'encaissement et l'utilisation des subventions conformément aux objectifs initiaux ;
- contrôler les recettes et les dépenses des structures sanitaires et institutions rattachées ;
- contrôler la gestion des dons et des financements extérieurs ;
- faire la revue des procédures de passation des marchés ;
- analyser et vérifier les rapports financiers de mise en œuvre des activités ;
- contrôler la sincérité et la régularité des dépenses au regard des manuels de procédures administratives, financières, comptables et des documents contractuels tels que les conventions de financement.

## **Section 5 : La direction générale de l'action sanitaire**

**Article 80 :** La direction générale de l'action sanitaire est chargée de veiller à l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi évaluation de la politique nationale de santé et des plans stratégiques.

Elle coordonne les actions :

- des établissements de soins publics et privés, et de réadaptation ;
- de la lutte contre la maladie ;
- de la santé de la mère et de l'enfant ;
- de la pharmacie, des produits de santé, des laboratoires et de la médecine traditionnelle ;
- des infrastructures sanitaires, des équipements et de la maintenance ;
- de l'hygiène et de l'assainissement de base.

En outre, elle veille à l'intégration de l'approche genre dans tous les programmes de santé et participe aux activités de recherches portant sur la santé.

**Article 81 :** La direction générale de l'action sanitaire comprend six (6) directions.

- la direction des établissements de soins et de réadaptation ;
- la direction de la lutte contre la maladie et des programmes de santé publique ;
- la direction de la santé de la mère et de l'enfant ;
- la direction de la pharmacie, du médicament et des laboratoires ;
- la direction des infrastructures sanitaires, des équipements et de la maintenance ;
- la direction de l'hygiène et de l'assainissement de base.

### **Paragraphe 1<sup>er</sup> : La direction des établissements de soins et de réadaptation**

**Article 82 :** La direction des établissements de soins et de réadaptation a pour missions de :

- orienter, organiser et coordonner le développement de la médecine de premier recours et de la médecine hospitalière dans les secteurs public et privé ;

- définir les normes en termes de paquets d'activités, de niveau de qualité des soins, d'organisation des prestations de soins et services dans les établissements de soins et de réadaptation ;
- assurer l'appui technique à la supervision, au monitoring, à l'évaluation et à la planification stratégique des formations sanitaires ;
- élaborer et coordonner la mise en œuvre de la politique hospitalière ;
- coordonner la mise en œuvre de la politique nationale de contractualisation ou de conventionnement des formations sanitaires privés ou publiques bénéficiant de l'autonomie de gestion ;
- coordonner le processus de définition des tarifs des prestations à appliquer dans les structures de soins publics et privés ;
- coordonner la mise en place du processus d'assurance qualité dans les établissements de soins et de réadaptation ;
- assurer la mise en œuvre du dispositif d'assurance maladie dans les établissements de soins et de réadaptation ;
- assurer la gestion des dossiers de demande d'autorisation de création, d'ouverture, d'exploitation et de transfert des établissements de soins et de réadaptation.

Elle participe, en outre, à la définition des normes et besoins en ressources humaines et financières, en infrastructures et équipements des établissements de soins et de réadaptation.

**Article 83 :** La direction des établissements de soins et de réadaptation comprend une cellule d'inspection et deux (2) divisions :

- la division des établissements publics ;
- la division des soins de réadaptation et des établissements privés.

**Article 84 :** La division des établissements publics est chargée de :

- organiser la médecine hospitalière ;
- élaborer le schéma directeur du développement de la couverture hospitalière ;
- identifier en collaboration avec la division de la planification et de la programmation et la division des finances, les besoins d'implantation de nouvelles structures hospitalières ;
- veiller au respect de la réglementation en matière d'offre des soins et services de l'ensemble des établissements publics de soins ;
- recommander en fonction des ressources disponibles et prévisibles, des stratégies à moyen et long termes en vue d'optimiser l'utilisation des infrastructures hospitalières ;
- assurer le contrôle de l'assurance qualité des soins et services dans les établissements publics de soins.

**Article 85 :** La division des établissements publics comprend trois (3) sections :

- la section tutelle des hôpitaux publics ;
- la section autorisations, contrôle qualité, normes et accréditation des établissements de soins et de réadaptation ;
- la section urgences.

**Article 86 :** La section tutelle des hôpitaux publics est chargée de :

- appuyer les hôpitaux publics pour l'élaboration et la mise en œuvre des projets d'établissement ;
- promouvoir l'assurance qualité des soins dans les hôpitaux publics ;
- promouvoir la coopération dans le domaine hospitalier ;
- renforcer les capacités des hôpitaux dans leur rôle de centres de référence et de contre référence ;
- contrôler l'application des tarifications en vigueur dans les établissements publics de soins ;
- réviser périodiquement la tarification en vigueur.

Elle participe, en outre, à la mise en œuvre de la politique pharmaceutique dans les hôpitaux publics.

**Article 87 :** La section autorisations, contrôle de qualité, normes et accréditation des établissements de soins et de réadaptation est chargée de :

- élaborer et veiller à la mise en œuvre de la réglementation hospitalière et des normes de soins ;
- élaborer et mettre en œuvre le processus d'accréditation des établissements de soins et de réadaptation ;
- élaborer et veiller à la mise en œuvre de la réglementation en matière de soins de réadaptation ;
- veiller à l'application des normes et protocoles de traitement définis en soins de réadaptation ;
- veiller au respect des conditions d'exercice de la profession de réadaptation en collaboration avec les organisations des différentes corporations ;
- déterminer les normes et procédures en matière d'hospitalisation et d'évacuation sanitaire ;
- promouvoir l'assurance qualité des soins dans les établissements de soins et de réadaptation.

Elle participe, en outre à :

- la définition des normes et conditions d'implantation et d'ouverture d'hôpitaux, cliniques, cabinets et autres établissements de soins ;
- l'élaboration des normes en personnel et équipement des infrastructures hospitalières.

**Article 88 :** La section urgences est chargée de :

- élaborer la stratégie nationale de prise en charge des urgences ;
- coordonner la mise en œuvre de la politique de dynamisation des soins d'urgences et l'évaluer de façon périodique ;
- veiller à la mise en œuvre de la stratégie nationale de prise en charge des urgences en collaboration avec les autres ministères et institutions impliqués ;
- contribuer à la définition et à la mise en œuvre des programmes de formation en gestion des urgences.

**Article 89 :** La division des soins de réadaptation et des établissements privés est chargée de :

- appuyer les structures de réadaptation dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs projets d'établissement ;
- promouvoir l'assurance qualité des soins de réadaptation ;
- promouvoir la coopération dans le domaine des soins de réadaptation ;

- élaborer les programmes de réadaptation en rapport avec les associations et organismes chargés des personnes handicapées ;
- veiller au suivi et à l'évaluation des structures de prise en charge des soins de réadaptation ;
- assurer la tutelle technique de l'ensemble des structures sanitaires privées ;
- promouvoir le développement du secteur privé de soins et services ;
- veiller au respect de l'application des normes et directives en vigueur au sein des établissements privés de soins ;
- promouvoir l'assurance qualité des soins dans les établissements privés de soins ;
- veiller à la circulation de l'information entre le ministère de la santé et les établissements privés de soins ;
- mettre en place un mécanisme de collecte et de transmission des données statistiques des établissements privés de soins ;
- exploiter les rapports d'activités des établissements privés de soins.

**Article 90 :** La division des soins de réadaptation et des établissements privés comprend deux (2) sections :

- la section prévention des handicaps et soins de réadaptation ;
- la section tutelle des établissements privés de soins ;
- la cellule d'inspection des établissements de soins et de réadaptation.

**Article 91 :** La section prévention des handicaps et soins de réadaptation est chargée de :

- organiser des séances d'information et de formation pour le changement de comportement ;
- faire le suivi et l'évaluation des programmes développés dans le domaine des soins de réadaptation ;
- œuvrer pour une éducation inclusive en faveur des personnes en état de handicap ;
- développer les mécanismes de financement en faveur des soins de réadaptation ;
- rédiger les rapports d'activités et les rapports statistiques sur les soins de réadaptation.

**Article 92 :** La section tutelle des établissements privés de soins est chargée de :

- promouvoir le développement des établissements privés de soins ;
- promouvoir la collaboration entre les établissements publics et privés de soins ;
- élaborer et mettre en œuvre la carte sanitaire des établissements privés de soins en collaboration avec la direction des études et de la planification ;
- suivre les activités des établissements privés de soins ;
- promouvoir l'assurance qualité des soins dans les établissements privés de soins.

**Article 93 :** La cellule d'inspection des établissements de soins et de réadaptation est chargée de :

- veiller à l'application et au respect de la législation et de la réglementation relatives aux normes et standards des établissements de soins et de réadaptation ;
- assurer les inspections avant l'octroi des licences d'ouverture, de transfert et d'exploitation de tous les établissements de soins et de réadaptation ;
- contrôler le fonctionnement des établissements de soins et de réadaptation ;
- contrôler la gestion des déchets biomédicaux produits dans les établissements de soins et de réadaptation ;

- veiller à l'application des normes relatives à la prévention des infections dans les établissements de soins et de réadaptation ;
- proposer des réformes législatives et réglementaires, en collaboration avec les autres services concernés.

**Article 94 :** La cellule d'inspection des établissements de soins et de réadaptation est dirigée par un médecin inspecteur de santé publique qui a rang de chef de division.

## **Paragraphe 2 : La direction de la lutte contre la maladie et des programmes de santé publique**

**Article 95 :** La direction de la lutte contre la maladie et des programmes de santé publique a pour missions de :

- coordonner l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des plans stratégiques des programmes de lutte contre les maladies ;
- coordonner l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des plans stratégiques des programmes de promotion de la santé ainsi que la promotion de la médecine du travail et des sports ;
- coordonner les activités de surveillance épidémiologique ;
- assurer la logistique des programmes de santé ;
- analyser des données issues des différents programmes de santé.

Elle participe, en outre à :

- la riposte aux situations d'urgence et catastrophes ;
- l'analyse de la situation sanitaire du pays ;
- l'orientation de la politique sanitaire du pays ;
- la définition et actualisation des indicateurs nationaux de santé publique.

**Article 96 :** La direction de la lutte contre la maladie et des programmes de santé publique comprend six (6) divisions :

- la division des maladies transmissibles ;
- la division de l'immunisation ;
- la division de la surveillance intégrée des urgences sanitaires et de la riposte ;
- la division de la surveillance des maladies non transmissibles ;
- la division de la santé communautaire et des personnes âgées ;
- la division de la promotion de la santé.

**Article 97 :** La division des maladies transmissibles est chargée de :

- élaborer les stratégies de lutte contre les principales endémies ;
- coordonner la mise en œuvre des actions de lutte et de contrôle des maladies transmissibles ;
- veiller au suivi de la mise en œuvre des mesures de lutte contre les principales maladies endémo épidémiques ;
- recueillir et gérer les informations épidémiologiques relatives aux maladies transmissibles ;
- coordonner, suivre et évaluer les programmes mis en œuvre ;
- initier des études épidémiologiques relatives aux principaux problèmes de santé publique ;

- définir les indicateurs du niveau de santé des populations en collaboration avec les institutions compétentes ;
- participer avec la surveillance intégrée à la mise à jour de la carte épidémiologique nationale.

**Article 98 :** La division des maladies transmissibles comprend trois (3) sections :

- la section maladies prioritaires en santé publique ;
- la section maladies diarrhéiques et autres programmes de maladies transmissibles ;
- la section maladies tropicales négligées.

**Article 99 :** La section maladies prioritaires en santé publique est chargée de :

- élaborer et suivre le processus de mise en œuvre de la politique nationale de lutte contre les maladies prioritaires en santé publique ;
- élaborer les plans d'action opérationnels nationaux de lutte contre les maladies prioritaires en santé publique ;
- apporter son appui à l'élaboration et au suivi des plans régionaux de lutte contre les maladies prioritaires en santé publique ;
- assurer l'évaluation régulière des plans d'action régionaux et nationaux de lutte contre les maladies prioritaires en santé publique ;
- faire le suivi des activités des programmes des maladies prioritaires en santé publique.

Elle participe, en outre, à la réalisation des enquêtes épidémiologiques relatives aux différents programmes de santé.

**Article 100 :** La section maladies diarrhéiques et autres maladies transmissibles est chargée de :

- élaborer et actualiser la politique nationale en matière de lutte contre les maladies diarrhéiques ;
- coordonner la mise en œuvre du plan de lutte contre les maladies diarrhéiques ;
- collecter et analyser les données concernant les maladies diarrhéiques ;
- mobiliser les ressources pour la lutte contre les maladies diarrhéiques ;
- assurer le renforcement des capacités des prestataires pour la lutte contre les maladies diarrhéiques ;
- faire le suivi et l'investigation des éventuelles épidémies de maladies diarrhéiques ;
- faire le suivi des indicateurs des maladies diarrhéiques - monitoring, rapportage, supervision et revue.

**Article 101 :** La section maladies tropicales négligées est chargée de :

- coordonner la mise en œuvre des différentes interventions inscrites dans le plan directeur national de lutte intégrée contre les maladies tropicales négligées ;
- renforcer les mécanismes de coordination pour la lutte contre les différentes maladies tropicales négligées aux niveaux national et local (onchocercose, ulcère de Buruli, filariose lymphatique, schistosomiase, géohelminthiases, lèpre, trachome, noma, ...) ;
- renforcer et améliorer les partenariats pour les maladies tropicales négligées à tous les niveaux ;
- améliorer la performance des revues du programme maladies tropicales négligées et les utiliser pour la prise de décision ;

- renforcer le plaidoyer, la visibilité et le profil des programmes de lutte contre les maladies tropicales négligées ;
- améliorer la planification pour des résultats, la mobilisation des ressources et la viabilité financière des programmes maladies tropicales négligées ;
- mettre à échelle l'accès aux différentes interventions en matière de lutte contre les maladies tropicales négligées ;
- renforcer le mécanisme de suivi/évaluation, la surveillance et la recherche opérationnelle sur les maladies tropicales négligées.

**Article 102 :** La division de l'immunisation est chargée de :

- élaborer une politique nationale d'immunisation contre les principales maladies transmissibles évitables par la vaccination ;
- suivre et coordonner les activités du Programme Elargi de Vaccination ;
- définir les stratégies appropriées de mise en œuvre de la vaccination ;
- assurer le suivi et l'évaluation des activités d'immunisation ;
- promouvoir l'intégration des activités de vaccination dans les activités de routine des formations sanitaires ;
- organiser et mettre en œuvre l'introduction de nouveaux vaccins et de nouvelles technologies vaccinales dans la vaccination de routine ;
- coordonner la mise en œuvre de l'approche « atteindre chaque enfant » ;
- mettre à jour et diffuser les supports de recueil de l'information concernant les activités du Programme Elargi de Vaccination ;
- mettre en place le cadre et les mécanismes de gestion de la logistique et de la chaîne de froid en collaboration avec la division de la logistique de la direction de la lutte contre la maladie ;
- coordonner les activités de communication pour le Programme Elargi de Vaccination.

**Article 103 :** La division de l'immunisation comprend deux (2) sections :

- la section suivi et évaluation ;
- la section logistique, monitoring, supervision et communication.

**Article 104:** La section suivi et l'évaluation est chargée de :

- élaborer, mettre en œuvre et faire le suivi des plans d'actions du système de vaccination ;
- coordonner la rédaction du rapport d'activité annuel du système de vaccination ;
- archiver les rapports et autres documents de travail.

**Article 105:** La section logistique, monitoring, supervision et communication est chargée de :

- gérer le matériel de la chaîne de froid ;
- assurer la logistique d'approvisionnement, de stockage et de distribution des intrants des différents programmes ;
- procéder à l'analyse régulière des données issues de la vaccination de routine ;
- tenir une base de données nationale relative à la vaccination de routine et aux campagnes ;
- rassembler et analyser les données concernant la vaccination de routine et les vaccinations supplémentaires, sur l'ensemble du territoire national par les régions et les formations sanitaires.

- organiser les supervisions des équipes cadre de région et de district de même que les unités de soins périphériques ;
- mettre en œuvre les activités de communication pour le programme élargi de vaccination (PEV).

**Article 106 :** La division de la surveillance intégrée des urgences sanitaires et de la riposte est chargée de :

- recueillir et gérer les informations épidémiologiques concernant la surveillance des endémies ;
- coordonner la mise en œuvre des activités de surveillance ;
- établir la carte épidémiologique nationale ;
- analyser régulièrement les données concernant les maladies prioritaires à potentiel épidémique ;
- assurer la fonction de veille sanitaire et d'observatoire pour la détection précoce des épidémies ;
- coordonner le suivi et l'évaluation de la riposte contre les épidémies.

Elle participe, en outre, aux études épidémiologiques relatives aux principaux problèmes de santé publique.

**Article 107 :** La division de la surveillance des urgences sanitaires comprend deux (2) sections :

- la section surveillance des maladies à potentiel épidémique et des urgences ;
- la section veille sanitaire, des catastrophes et de la riposte.

**Article 108 :** La section surveillance des maladies à potentiel épidémique et des urgences est chargée de :

- assurer la surveillance des maladies à potentiel épidémique au niveau national ;
- mettre en place des systèmes d'alerte visant à détecter les phénomènes épidémiques ;
- investiguer les épidémies et diffuser les résultats ;
- mettre en œuvre la politique nationale de lutte contre des maladies à potentiel épidémique ;
- élaborer, suivre et évaluer les plans d'action opérationnels de lutte contre les maladies à potentiel épidémique.

Elle participe, en outre à la réalisation des enquêtes épidémiologiques relatives aux différents programmes de santé et à la riposte aux épidémies.

**Article 109 :** La section veille sanitaire, des catastrophes et de la riposte est chargée de :

- coordonner les actions de lutte et de contrôle des maladies et événements inhabituels ;
- assurer la veille et la surveillance épidémiologique au niveau national ;
- mettre en place des systèmes d'alerte visant à détecter les phénomènes épidémiques, catastrophes et urgences sanitaires ;
- préparer, conduire et évaluer la riposte aux épidémies ;
- mobiliser le comité de gestion des urgences sanitaires et des ressources et identifier les modes appropriés de riposte.

Elle participe, en outre, à la réalisation des enquêtes épidémiologiques relatives aux différents programmes de santé et à l'investigation des épidémies.



**Article 110 :** La division de la surveillance des maladies non transmissibles est chargée de :

- surveiller les tendances épidémiologiques ainsi que les déterminants des maladies non transmissibles ayant le plus grand poids en termes de morbidité et de mortalité ;
- évaluer les programmes de lutte contre les maladies non transmissibles ;
- veiller à l'application des normes et dispositions en matière de lutte contre les maladies non transmissibles ;
- organiser la recherche opérationnelle sur les maladies non transmissibles ;
- appuyer l'élaboration des plans d'action opérationnels nationaux de lutte contre les maladies non transmissibles.

**Article 111 :** La division de la surveillance des maladies non transmissibles comprend cinq (5) sections:

- la section maladies buccodentaires et oculaires ;
- la section maladies respiratoires chroniques, métaboliques, cardio-vasculaires et rénales ;
- la section maladies mentales, traumatismes, violences et handicaps ;
- la section maladies génétiques et cancéreuses ;
- la section médecine du travail et des sports.

**Article 112 :** La section maladies buccodentaires et oculaires est chargée de :

- produire des indicateurs nécessaires à la surveillance des affections buccodentaires et oculaires ;
- coordonner les activités des programmes de lutte contre les maladies buccodentaires et oculaires ;
- collecter, centraliser et analyser les données statistiques issues des programmes de lutte contre les maladies buccodentaires et oculaires.

En outre, elle participe à l'évaluation des programmes de lutte contre les maladies buccodentaires et oculaires.

**Article 113 :** la section maladies respiratoires chroniques, métaboliques, cardio-vasculaires et rénales est chargée de :

- produire des indicateurs nécessaires à la surveillance des affections respiratoires chroniques, métaboliques, cardio-vasculaires et rénales ;
- coordonner les activités des programmes de lutte contre les maladies respiratoires chroniques, métaboliques, cardio-vasculaires et rénales ;
- collecter, centraliser et analyser les données statistiques issues des programmes de lutte contre les maladies respiratoires chroniques, métaboliques, cardio-vasculaires et rénales.

En outre, elle participe à l'évaluation des programmes de lutte contre les maladies respiratoires chroniques, métaboliques, cardio-vasculaires et rénales.

**Article 114 :** La section maladies mentales, traumatismes, violences et handicaps est chargée de :

- produire des indicateurs nécessaires à la surveillance des maladies mentales, des traumatismes, violences et handicaps ;

- coordonner les activités des programmes de lutte contre les maladies mentales, les traumatismes, violences et handicaps ;
- collecter, centraliser et analyser les données statistiques issues des programmes de lutte contre les maladies mentales, les traumatismes, violences et handicaps ;

En outre, elle participe à l'évaluation des programmes de lutte contre les maladies mentales, les traumatismes, violences et handicaps.

**Article 115** : La section maladies génétiques et cancéreuses est chargée de :

- produire des indicateurs nécessaires à la surveillance des maladies génétiques et cancéreuses ;
- coordonner les activités des programmes de lutte contre les maladies génétiques et cancéreuses ;
- collecter, centraliser et analyser les données statistiques issues des programmes de lutte contre les maladies génétiques et cancéreuses ;

En outre, elle participe à l'évaluation des programmes de lutte contre les maladies génétiques et cancéreuses.

**Article 116** : La section médecine du travail et des sports est chargée de :

- élaborer et mettre en œuvre les stratégies de prise en charge des risques professionnels ;
- fournir des données épidémiologiques sur les accidents de travail et de sport ;
- produire des indicateurs nécessaires à la surveillance des accidents de travail ;
- assurer l'évaluation régulière des plans d'actions intégrés régionaux et nationaux de lutte contre les maladies non transmissibles.

Elle participe, en outre à l'élaboration et au suivi des plans d'actions intégrés régionaux et nationaux de lutte contre les maladies non transmissibles.

**Article 117** : La division de la santé communautaire et de la santé des personnes âgées est chargée de :

- veiller à la mise en œuvre du plan stratégique national des interventions à base communautaire ;
- coordonner l'évaluation des interventions à base communautaire ;
- élaborer une politique en matière de santé des personnes âgées et assurer sa mise en œuvre.

**Article 118** : La division de la santé communautaire et de la santé des personnes âgées comprend deux (2) sections :

- la section santé communautaire ;
- la section santé des personnes âgées.

**Article 119** : La section santé communautaire est chargée de :

- faire le suivi de la mise en œuvre des plans opérationnels des interventions à base communautaire ;
- promouvoir le développement de la participation communautaire ;

- initier des études et recherches dans le domaine de la santé communautaire.

**Article 120:** La section santé des personnes âgées est chargée de :

- contribuer à la mise en place de services spéciaux pour les personnes âgées ;
- veiller à une prise en charge qualitative des maladies spécifiques du troisième âge ;
- effectuer des recherches sur des questions relatives à la santé des personnes âgées et en diffuser les résultats.

En outre, elle participe à la mise en place des activités de prévention des maladies du troisième âge.

**Article 121 :** La division de la promotion de la santé est chargée de :

- élaborer et suivre la mise en œuvre de la politique nationale en matière de communication pour la promotion de la santé ;
- élaborer un plan de communication en matière de promotion de la santé et coordonner sa mise en œuvre.

**Article 122 :** La division de la promotion de la santé comprend deux (2) sections :

- la section de l'information et de l'éducation pour la santé ;
- la section de la logistique, des supports pédagogiques et de la cinémathèque.

**Article 123 :** La section information et éducation pour la santé est chargée de :

- constituer une documentation spécialisée dans le domaine de l'éducation pour la santé ;
- coordonner l'organisation des journées et événements spéciaux sur la santé ;
- développer un partenariat social pour la promotion de la santé ;
- coordonner les activités en matière de communication pour le développement et la santé.

**Article 124 :** La section logistique, supports pédagogiques et cinémathèque est chargée de :

- coordonner les activités de production et de diffusion de supports de communication ;
- développer et diffuser des supports de communication en matière de promotion de la santé ;
- initier la formation des différents acteurs en matière de production de supports de communication en santé.

### **Paragraphe 3 : La direction de la mère et de l'enfant**

**Article 125 :** La direction de la mère et de l'enfant a pour missions de :

- coordonner l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des plans stratégiques des programmes de la santé de la reproduction, avec un accent particulier sur la santé de la mère et de l'enfant ;
- définir les normes et besoins en ressources liés à la santé de la reproduction ;
- coordonner l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des programmes de lutte contre les maladies nutritionnelles et des programmes destinés aux groupes spécifiques ;
- veiller à la cohérence des interventions des différents partenaires en matière de la santé de la reproduction ;

- veiller à l'intégration de l'approche genre dans les programmes de santé de la reproduction ;
- veiller au repositionnement de la planification familiale.

En outre, elle participe :

- à l'élaboration des indicateurs nationaux de santé maternelle et infantile et de la planification familiale ;
- aux activités de recherche portant sur la santé de la reproduction.

**Article 126:** La direction de la santé de la mère et de l'enfant comprend trois (3) divisions :

- la division de la santé maternelle et infantile et de la planification familiale ;
- la division de la nutrition ;
- la division de la santé des jeunes et adolescents.

**Article 127:** La division de la santé maternelle et infantile et de la planification familiale est chargée de :

- l'organisation et la promotion de la santé maternelle et infantile ;
- l'élaboration des indicateurs nationaux de santé maternelle et infantile y compris la planification familiale ;
- l'inventaire des besoins en santé maternelle et infantile notamment en équipements, en matériels techniques et en produits (produits contraceptifs, médicaments et réactifs) ;
- l'élaboration des projets de textes législatifs et réglementaires en santé maternelle et infantile ;
- la promotion de la recherche sur la santé maternelle et infanto-juvénile.

Elle participe, en outre, à l'élaboration des normes et procédures de santé maternelle et infantile de même qu'à la recherche et à la formation continue en matière de la santé maternelle et infantile.

**Article 128 :** La division de la santé maternelle et infantile et de la planification familiale comprend deux (2) sections :

- la section de la santé maternelle, néonatale et infantile ;
- la section de la planification familiale.

**Article 129:** La section santé maternelle, néonatale et infantile est chargée de :

- mettre en œuvre les activités de la santé de la mère, du nouveau né et de l'enfant ;
- élaborer les supports opérationnels de suivi des activités de la santé de la mère et de l'enfant ;
- analyser les tendances en matière de la santé maternelle et infantile ;
- assurer la disponibilité et la qualité de l'équipement, du matériel et des médicaments pour la santé maternelle, néonatale et infantile ;
- faire le suivi des activités de santé maternelle, néonatale et infantile.

**Article 130 :** La section planification familiale est chargée de :

- organiser et faire le suivi des activités de la planification familiale ;
- assurer la disponibilité de l'équipement, du matériel et des médicaments dont les contraceptifs pour la planification familiale ;
- analyser les tendances en matière de planification familiale ;

- proposer les structures standards nécessaires dans les différentes catégories d'infrastructures sanitaires en planification familiale.

**Article 131**: La division de la nutrition est chargée de :

- définir les orientations stratégiques en matière de nutrition ;
- élaborer les normes et procédures en matière de nutrition ;
- assurer la coordination des actions des différents intervenants dans le domaine de la nutrition ;
- assurer le suivi et l'évaluation des programmes de nutrition ;
- veiller à l'intégration de l'approche genre dans les programmes de nutrition ;
- cordonner, faire le suivi et évaluer les programmes de nutrition ;
- promouvoir la recherche en matière de nutrition avec les institutions concernées.

En outre, elle participe à la formation et à la recherche en matière de nutrition ;

**Article 132** : La division de la nutrition comprend trois (3) sections :

- la section lutte contre les carences en micronutriments et autres maladies nutritionnelles ;
- la section lutte contre la malnutrition ;
- la section promotion des bonnes pratiques nutritionnelles et alimentaires.

**Article 133** : La section lutte contre les carences en micronutriments est chargée de :

- inventorier les principales carences en micronutriments et autres maladies nutritionnelles ;
- contrôler la qualité de certains produits alimentaires (sel, farine et huile enrichies...) ;
- veiller au respect du processus de fortification dans toutes ses phases ;
- promouvoir la recherche en matière de carence en micronutriments et autres maladies nutritionnelles avec les institutions concernées ;
- mettre en œuvre les programmes de lutte contre les carences en micronutriments ;
- définir les indicateurs permettant de suivre l'évolution de la lutte contre les carences en micronutriments et autres maladies nutritionnelles.

En outre, elle participe au renforcement des compétences du personnel dans la lutte contre les carences en micronutriments et autres maladies nutritionnelles.

**Article 134** : La section lutte contre la malnutrition est chargée de :

- élaborer et/ou réviser les directives de dépistage et/ou diagnostic et de prise en charge de la malnutrition ;
- élaborer des supports de suivi opérationnel ;
- proposer la liste standard d'équipements, de matériels et de produits pour les centres de démonstration ;
- suivre les activités de prise en charge de la malnutrition à tous les niveaux ;
- mettre en œuvre des programmes de lutte contre la malnutrition ;
- définir les indicateurs permettant de suivre l'évolution de la lutte contre la malnutrition.

En outre, elle participe au renforcement des compétences du personnel dans la lutte contre la malnutrition.

**Article 135** : La section promotion des bonnes pratiques nutritionnelles et alimentaires est chargée de :

- promouvoir les bonnes pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, surtout l'allaitement maternel exclusif ;
- promouvoir une nutrition et un mode de vie saine dans la population générale ;
- promouvoir la recherche en matière de bonnes pratiques nutritionnelles et alimentaires ;
- mettre en œuvre des programmes de bonnes pratiques nutritionnelles et alimentaires ;
- définir les indicateurs permettant de suivre l'évolution de bonnes pratiques nutritionnelles et alimentaires.

En outre, elle participe au renforcement des compétences du personnel dans la promotion des bonnes pratiques nutritionnelles et alimentaires.

**Article 136** : La division de la santé des jeunes et adolescents est chargée de :

- recenser en milieu scolaire et extra scolaire, des problèmes de santé ;
- introduire des séances d'information et d'éducation pour la santé dans les milieux scolaire et extra scolaire ;
- organiser, coordonner la supervision des soins de santé en milieux scolaire et extra scolaire ;
- établir les indicateurs nationaux de santé des jeunes et adolescents ;
- faire des recherches opérationnelles en milieux scolaire et extra scolaire.

En outre, elle participe aux activités de contrôle d'hygiène dans les établissements préscolaires, scolaires et universitaires.

**Article 137** : La division de la santé des jeunes et adolescents comprend deux (2) sections :

- la section santé des adolescents et des jeunes ;
- la section médecine scolaire et inspection sanitaire des établissements d'enseignement et d'apprentissage.

**Article 138** : La section santé des adolescents et des jeunes est chargée de :

- améliorer l'accès des informations appropriées aux besoins sanitaires des adolescents et des jeunes ;
- coordonner les activités de lutte contre les comportements à risque (alcoolisme, toxicomanie, délinquance et prostitution), les grossesses non désirées, les avortements clandestins, les maternités précoces et les IST
- veiller à l'accès et à l'utilisation des services de santé par les adolescents et jeunes sur toute l'étendue du territoire ;
- améliorer l'environnement socioculturel et légal en faveur de la promotion de la santé des adolescents et des jeunes ;
- mobiliser les ressources en faveur de la santé des adolescents et des jeunes ;
- renforcer la gestion des programmes de santé des adolescents et des jeunes.

**Article 139 :** La section médecine scolaire et inspection sanitaire des établissements d'enseignement et d'apprentissage est chargée de :

- renforcer les séances d'information et d'éducation pour la santé dans les milieux scolaire et extra scolaire ;
- contrôler les maladies infectieuses en milieux scolaire et extra scolaire ;
- promouvoir et contrôler la création des infirmeries dans les établissements scolaires ;
- assurer les visites systématiques dans les établissements scolaire et extra scolaire et l'aptitude à la pratique des sports ;
- promouvoir et contrôler la création des cantines scolaires ;
- contrôler et élaborer des programmes d'éducation sanitaire.

**Paragraphe 4 : La direction de la pharmacie, du médicament et des laboratoires**

**Article 140 :** La direction de la pharmacie, du médicament et des laboratoires est chargée de :

- concevoir, coordonner la mise en œuvre et assurer le suivi et l'évaluation de la politique pharmaceutique nationale, de la politique nationale de développement de la biologie médicale et de la politique nationale en matière de médecine et pharmacopée traditionnelles ;
- élaborer et veiller à l'application de la législation et de la réglementation dans les domaines de la pharmacie, des produits de santé, de la biologie médicale et de la médecine et pharmacopée traditionnelles ;
- assurer la mise en œuvre des fonctions de régulation pharmaceutique visant à garantir la qualité, l'innocuité et la sécurité d'emploi des médicaments et autres produits pharmaceutiques mis à la consommation sur l'ensemble du territoire national : homologation, contrôle à l'importation et à l'exportation, vigilance, contrôle qualité, octroi des licences d'exercice pharmaceutique, contrôle de la promotion et de la publicité médico-pharmaceutiques, gestion et contrôle des essais cliniques et inspection pharmaceutique ;
- exercer la tutelle technique sur la CAMEG et les structures rattachées menant des activités de biologie médicale dans le but de sauvegarder le droit et l'intérêt de l'Etat dans le secteur pharmaceutique et de la biologie médicale ;
- organiser et coordonner avec la collaboration de la centrale d'achat des médicaments essentiels génériques (CAMEG) le système public d'approvisionnement et de distribution en médicaments essentiels génériques (MEG) et autres produits pharmaceutiques ;
- développer et encadrer l'organisation et le fonctionnement de la pharmacie hospitalière,
- organiser l'exercice de la médecine traditionnelle afin de contribuer au développement des soins de santé primaires ;
- coordonner les activités de promotion de la médecine et de la pharmacopée traditionnelles ;
- coordonner les activités relatives au développement de la biologie médicale ;
- organiser l'exercice de la biologie médicale selon les standards internationaux ;
- veiller à la qualité des prestations de la biologie médicale ;
- coordonner les activités des laboratoires nationaux de référence.

En outre elle participe à :

- la définition des tarifs pharmaceutiques et des prestations de biologie médicale ;
- la lutte contre l'abus et le trafic illicite des drogues et contrefaçons de produits médicaux en collaboration avec les organismes nationaux et internationaux ;
- la définition des normes de soins ;

- la définition des normes et besoins en matière d'infrastructures et d'équipements des établissements de soins menant des activités pharmaceutiques et de biologie médicale ;
- la définition des normes et besoins en ressources humaines pour ce qui concerne le secteur pharmaceutique, la biologie médicale et la médecine traditionnelle ;
- l'élaboration et la mise en œuvre de la politique hospitalière en développant la pharmacie hospitalière et la biologie médicale en son sein.

**Article 141:** La direction des pharmacies, du médicament et des laboratoires comprend quatre (4) divisions et une cellule d'inspection :

- la division de la pharmacie ;
- la division du médicament et des produits de santé ;
- la division de la médecine et pharmacopée traditionnelles ;
- la division des laboratoires ;
- la cellule d'inspection pharmaceutique et de laboratoire.

**Article 142:** La division de la pharmacie est chargée de :

- élaborer et réviser les textes réglementaires relatifs au secteur pharmaceutique ;
- assurer la gestion des dossiers de demande de licences d'ouverture, de transfert et d'exploitation des établissements pharmaceutiques et des agences de promotion et d'information médicale ;
- assurer la gestion des demandes de cartes professionnelles des délégués médicaux ;
- assurer la gestion des demandes d'octroi des autorisations des essais cliniques en relation avec le comité d'éthique en recherche biomédicale ;
- assurer la coordination de la gestion des produits pharmaceutiques au niveau des programmes de santé.

**Article 143:** La division de la pharmacie est composée des deux (2) sections :

- la section réglementation et agréments pharmaceutiques ;
- la section coordination des approvisionnements et promotion des bonnes pratiques pharmaceutiques.

**Article 144:** La section réglementation et agréments pharmaceutiques est chargée de :

- préparer l'élaboration ou la révision de tout texte juridique relatif au domaine pharmaceutique,
- mettre à jour et diffuser le recueil des textes juridiques du secteur pharmaceutique ;
- assurer le suivi et l'évaluation régulière de la mise en œuvre de la Politique pharmaceutique nationale et de son plan directeur ;
- donner un avis technique sur toute convention ou contrat liant le Ministère de la santé et comportant des aspects pharmaceutiques ;
- traiter les demandes d'autorisation et de modifications de protocoles d'essais cliniques ;
- assurer la mise en place et la mise à jour d'un registre national des essais cliniques autorisés ;
- traiter les dossiers de demande d'ouverture, d'exploitation et de transfert des établissements de fabrication, d'importation, de distribution en gros des produits pharmaceutiques, des officines de pharmacie, des dépôts pharmaceutiques et des agences de promotion médicale ;
- traiter les dossiers de demande de carte professionnelle des délégués médicaux ;



- tenir à jour une base de données de tous les agréments octroyés dans le cadre de l'exercice pharmaceutique et de la promotion médicale ;
- tenir à jour et diffuser un répertoire des établissements pharmaceutiques et la carte pharmaceutique y relative en collaboration avec l'Ordre national des pharmaciens ;
- apporter un appui technique aux régions et districts sanitaires sur les questions relatives aux agréments pharmaceutiques.

**Article 145 :** La section coordination des approvisionnements et promotion des bonnes pratiques pharmaceutiques est chargée de :

- élaborer et promouvoir un cadre normatif en matière d'approvisionnement, de stockage, de distribution et de dispensation des médicaments et autres produits pharmaceutiques, particulièrement au niveau des pharmacies hospitalières ;
- appuyer les régions et districts sanitaires, centres hospitaliers publics et programmes de santé dans la gestion de leurs produits pharmaceutiques, à travers l'élaboration de guides de mise en œuvre des bonnes pratiques pharmaceutiques, la formation et la supervision des personnels de santé impliqués ;
- mettre en place et animer des cadres de concertation réguliers avec les programmes nationaux afin de mieux coordonner et encadrer les approvisionnements et la distribution des produits de santé.

**Article 146 :** La division du médicament et des produits de santé est chargée de :

- organiser l'évaluation des dossiers administratifs et techniques de demande d'homologation des médicaments et autres produits de santé ;
- assurer le contrôle de la qualité des médicaments et autres produits de santé mis sur le marché avec l'appui du Laboratoire national de contrôle qualité des médicaments ;
- assurer le suivi et le contrôle des importations et exportations des médicaments et autres produits de santé en collaboration avec les services douaniers compétents ;
- réviser et diffuser la tarification nationale des produits pharmaceutiques ;
- coordonner et promouvoir le système de vigilance des produits de santé en collaboration avec le centre national de pharmacovigilance et d'hémovigilance ;
- promouvoir le bon usage du médicament au sein du personnel de santé et des populations.

**Article 147 :** La division du médicament et des produits de santé est composée de deux (2) sections :

- la section homologation et contrôle du marché des produits de santé ;
- la section vigilances et promotion du bon usage des produits de santé.

**Article 148 :** La section homologation et contrôle du marché des produits de santé est chargée de :

- réceptionner et enregistrer les demandes d'enregistrement de nouveaux médicaments en vue de l'octroi d'une autorisation de mise sur le marché (AMM), ainsi que les demandes de renouvellement et de modification d'AMM ;
- procéder à l'évaluation administrative des dossiers de demande d'homologation des produits de santé en collaboration avec les services compétents ;
- organiser l'évaluation technique des dossiers de demande d'homologation par les experts compétents ;

- assurer le secrétariat de la commission nationale d'enregistrement des médicaments ;
- assurer la mise à jour, la publication et la diffusion de la nomenclature nationale ;
- contrôler les importations, les exportations et la distribution des produits pharmaceutiques y compris ceux destinés à la promotion et aux dons en appui aux services douaniers compétents ;
- assurer la gestion statistique et le contrôle des importations, exportations et de la distribution des stupéfiants et psychotropes, selon les règles internationales en vigueur ;
- organiser les activités de contrôle qualité des produits pharmaceutiques mis sur le marché avec l'appui du Laboratoire national de contrôle qualité des médicaments ;
- assurer le suivi des retraits de lots des produits de santé ;
- organiser les activités de révision de la tarification nationale des prix des produits pharmaceutiques ;
- mettre en place et tenir à jour une base de données des importations et exportations en produits pharmaceutiques.

**Article 149 :** La section vigilance et promotion du bon usage des produits de santé est chargée de :

- recueillir et évaluer les signaux et alertes de vigilance provenant du centre national de pharmacovigilance, des laboratoires exploitant des AMM togolaises, et des autres autorités de réglementation pharmaceutique en vue de proposer toute mesure utile en la matière, pour préserver la santé publique ;
- mettre en place un centre d'hémovigilance ;
- mettre en place et animer la commission nationale de vigilance ;
- mettre à jour et promouvoir les outils de l'utilisation rationnelle des produits pharmaceutiques, notamment la Liste nationale des médicaments essentiels, et le formulaire national thérapeutique ;
- éditer régulièrement des bulletins d'information médico-pharmaceutique.

**Article 150:** La division de la médecine et pharmacopée traditionnelles est chargée de :

- coordonner et suivre les activités de promotion de la médecine et de la pharmacopée traditionnelles ;
- organiser l'exercice de la médecine traditionnelle ;
- veiller à la valorisation des médicaments issus de la pharmacopée traditionnelle.

**Article 151 :** La division de la médecine et pharmacopée traditionnelles est composée de deux (2) sections :

- la section réglementation et contrôle de l'exercice de la médecine traditionnelle ;
- la section recherche, contrôle de qualité des remèdes et médicaments traditionnels et de la promotion de la pharmacopée.

**Article 152 :** La section réglementation et contrôle de l'exercice de la médecine traditionnelle est chargée de :

- préparer l'élaboration ou la révision de tout texte juridique relatif à l'exercice de la médecine traditionnelle ;
- assurer un appui à l'organisation des praticiens de la médecine traditionnelle en association ;
- assurer le contrôle de l'exercice de la médecine traditionnelle ;

- assurer la supervision des structures de soins traditionnels et des centres de médecine traditionnelle ;
- assurer l'étude des dossiers de demande d'autorisation d'exercice de la médecine traditionnelle ;
- définir et mettre en place le cadre de collaboration entre les praticiens de la médecine traditionnelle et les praticiens de la médecine conventionnelle ;
- assurer l'encadrement des praticiens de la médecine traditionnelle et des stagiaires.

**Article 153 :** La section recherche, contrôle de qualité des remèdes et médicaments traditionnels et de la promotion de la pharmacopée est chargée de :

- élaborer les textes réglementaires relatifs aux modalités d'homologation des médicaments issus de la pharmacopée traditionnelle ;
- assurer l'évaluation administrative et technique des médicaments issus de la pharmacopée traditionnelle à la nomenclature nationale spécifique en collaboration avec le service d'homologation des produits de santé de la division des médicaments ;
- mettre en place le protocole de recherche et de contrôle de qualité des médicaments issus de la pharmacopée traditionnelle en collaboration avec le laboratoire national de contrôle qualité des médicaments ;
- assurer l'élaboration, l'édition et la révision du recueil des médicaments traditionnels ;
- organiser la pharmacovigilance relative aux médicaments traditionnels ;
- assurer l'élaboration de la monographie de pharmacopée traditionnelle togolaise ;
- assurer un appui technique à la validation et la production des médicaments issus de la pharmacopée traditionnelle ;
- apporter un appui-conseil aux praticiens de la médecine traditionnelle pour les questions relatives aux droits de propriété intellectuelle.

**Article 154 :** La division des laboratoires est chargée de :

- élaborer et veiller à l'application des textes législatifs et réglementaires relatifs à l'exercice de la biologie médicale ;
- coordonner les activités de développement de la biologie médicale dans le cadre de la politique nationale y relative ;
- développer et promouvoir le cadre normatif de l'exercice de la biologie médicale dans les secteurs public et privé ;
- veiller à la qualité des prestations de biologie médicale ;
- identifier les laboratoires nationaux de référence et coordonner leurs activités.

**Article 155 :** La division des laboratoires comprend deux (2) sections :

- la section réglementation de la biologie médicale ;
- la section normalisation et management de la qualité des laboratoires.

**Article 156 :** La section réglementation de la biologie médicale est chargée de :

- préparer l'élaboration ou la révision de tout texte juridique relatif au domaine de la biologie médicale en collaboration avec les autres services concernés; particulièrement, préparer un cadre réglementaire pour l'homologation des réactifs et l'agrément des établissements fabricants, d'importation, de distribution des dispositifs médicaux de diagnostic in vitro ;

- mettre à jour et diffuser le recueil des textes juridiques du domaine de la biologie médicale ;
- traiter les dossiers de demande d'ouverture, d'exploitation et de transfert des laboratoires d'analyses de biologie médicale et établissements fabricants, d'importation, de distribution des dispositifs médicaux de diagnostic in vitro ;
- mettre en place et tenir à jour une base de données des agréments octroyés aux laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
- mettre en place et animer la commission consultative de biologie médicale ;
- évaluer les dossiers de demande d'homologation des dispositifs médicaux de diagnostic in vitro ;
- appuyer la cellule d'inspection pharmaceutique pour toute activité d'inspection relative à l'exercice de la biologie médicale ;
- participer à la mise à jour de la nomenclature des actes de biologie médicale et de la tarification y relative.

**Article 157** : La section normalisation et management de la qualité de la biologie médicale est chargée de :

- organiser et promouvoir le management de la qualité dans les laboratoires d'analyses de biologie médicale publics et privés à travers des activités de formation et de supervision ;
- mettre à jour et diffuser les normes et référentiels de bonnes pratiques en matière de biologie médicale ;
- organiser le contrôle national de qualité des analyses de biologie médicale à travers un réseau national des laboratoires de biologie médicale ;
- appuyer la collecte et l'analyse des données issues du réseau des laboratoires de biologie médicale au sein du système national d'information sanitaire.

**Article 158** : La cellule d'inspection pharmaceutique et de laboratoire est chargée de :

- veiller à l'application et au respect de la législation et de la réglementation relatives à la pharmacie, la biologie médicale, la médecine traditionnelle et aux produits de santé ;
- assurer les inspections avant l'octroi des licences d'ouverture, de transfert et d'exploitation de tous les établissements fabricants, d'importation, de distribution en gros et vente au détail de médicaments, dispositifs médicaux, réactifs, compléments diététiques et produits cosmétiques ;
- contrôler le fonctionnement des établissements ;
- contrôler la destruction des déchets pharmaceutiques et une fonction de conseil et de formation des professionnels du domaine pharmaceutique et de la biologie médicale ;
- proposer des réformes législatives et réglementaires, en collaboration avec les autres services concernés.

Pour les inspections relatives au domaine de la biologie médicale et de la médecine traditionnelle, il requiert l'appui d'experts en la matière pour procéder à des inspections conjointes.

La cellule d'inspection pharmaceutique et de laboratoire est dirigée par un pharmacien inspecteur assermenté, qui a rang de chef de division.

## **Paragraphe 5 : La direction des infrastructures sanitaires, des équipements et de la maintenance**

**Article 159** : La direction des infrastructures sanitaires, des équipements et de la maintenance a pour missions de :

- coordonner l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la politique nationale des infrastructures et du plateau technique
- élaborer une politique nationale de maintenance biomédicale ;
- assurer la formation initiale et continue du personnels biomédical ;
- élaborer et veiller à l'application de la législation et de la réglementation dans du génie biomédical ;
- définir les normes et besoins nationaux de construction et d'équipement des infrastructures sanitaires ;
- veiller à l'application des normes qualité ;
- organiser et promouvoir la mise en place un système de management de la qualité et d'accréditation des établissements de santé ;
- concevoir les programmes de construction, d'équipement et de maintenance des infrastructures sanitaires ;
- mettre en place une banque de données des infrastructures et équipements des formations sanitaires ;
- coordonner les activités de maintenance du plateau technique;
- assurer la matériovigilance ;
- veiller à la réalisation des inventaires et à la mise à jour de tous les documents administratifs en rapport avec le patrimoine immobilier et foncier du ministère.

En outre, elle participe à:

- la passation des marchés de travaux, d'équipements, des biens et services ;
- l'élaboration des normes et à l'évaluation des besoins en ressources humaines.

**Article 160**: La direction des infrastructures sanitaires, des équipements et de la maintenance comprend deux (2) divisions :

- la division des infrastructures sanitaires ;
- la division des équipements médico-techniques, de la logistique et de la maintenance biomédicale.

**Article 161** : La division des infrastructures sanitaires est chargée de :

- concevoir des programmes de construction des infrastructures ;
- élaborer les plans directeurs des structures sanitaires ;
- coordonner les travaux de réalisation des infrastructures sanitaires ;
- veiller au respect des normes et standards en matière d'infrastructures sanitaires publiques et privées ;
- tenir une base de données actualisée du patrimoine immobilier et foncier du département.

En outre, elle participe à :

- l'élaboration et la mise à jour des normes et standards nationaux en matière d'infrastructures sanitaires ainsi que les standards internationaux;
- la programmation des d'entretien des infrastructures et équipements ;
- la mise en place de l'assurance qualité.

**Article 162** : La division des infrastructures sanitaires comprend trois (3) sections :

- la section architecture ;
- la section de génie civil,
- la section maintenance des équipements généraux ;

**Article 163** : La section architecture est chargée de :

- concevoir les plans types des infrastructures sanitaires des différents niveaux de la pyramide sanitaire et des bâtiments administratifs ;
- tenir un fichier des différentes infrastructures sanitaires ;
- faire le suivi architectural des constructions et réhabilitations des infrastructures sanitaires.

**Article 164** : La section génie civil est chargée de :

- concevoir, suivre et évaluer la mise en œuvre du programme de construction ou de réhabilitation des infrastructures sanitaires ;
- planifier et suivre l'exécution des travaux de construction et de réhabilitation ;
- identifier les nouveaux besoins en matière de construction ou de réhabilitation des infrastructures ;
- élaborer des projets de construction et de réhabilitation des infrastructures sanitaires ;
- tenir un fichier du patrimoine immobilier du ministère.

**Article 165** : La section maintenance des équipements généraux est chargée de :

- concevoir, suivre et évaluer la mise en œuvre du programme de gestion des équipements généraux ;
- faire ou proposer des interventions en cas de défaillances constatées sur les différents réseaux

**Article 166** : La division des équipements médico-techniques, de la logistique et de la maintenance est chargée de :

- élaborer et mettre en œuvre une politique nationale de maintenance biomédicale ;
- définir les besoins réels en équipements ;
- gérer les processus d'acquisition des équipements ;
- gérer la banque de données des équipements ;
- veiller à la mise en place d'un cadre législatif et réglementaire dans le domaine biomédical ;
- établir le programme annuel ou pluri annuel de renouvellement des équipements ;
- coordonner les activités de maintenance des équipements médico-techniques et de la logistique du ministère ;
- veiller à la mise en place du système de management de la qualité ;
- assurer la formation initiale et continue du personnels biomédical ;

- veiller à la régularité des travaux d'installation du matériel biomédical ;
- assure la matériovigilance.

En outre, elle participe à :

- l'élaboration des budgets des besoins définis en équipements ;
- l'élaboration des dossiers de passation des marchés ;
- la conception des projets de construction, de réhabilitation et d'acquisition d'équipements ;
- l'élaboration du plan d'amortissement des équipements médico-techniques et de la logistique ;
- la formation continue des techniciens et des utilisateurs des équipements ;
- la réception et au suivi des travaux de mise en service du matériel biomédical.

**Article 167 :** La division des équipements médico-techniques, de la logistique et de la maintenance comprend trois (3) sections :

- la section équipements médico-techniques ;
- la section maintenance des équipements médico-techniques ;
- la section logistique.

**Article 168 :** La section équipements médico-technique est chargée de :

- suivre et évaluer la mise en œuvre du programme de gestion des équipements ;
- identifier les nouveaux besoins en matière d'équipement médico-technique ;
- tenir un fichier des équipements des différents services et établissements sanitaires.

**Article 169 :** La section de la maintenance des équipements médico-techniques est chargée de :

- coordonner et superviser les activités de maintenance du ministère ;
- concevoir et mettre en œuvre un plan opérationnel de maintenance des équipements médico-techniques ;
- appuyer la mise en place de logiciel de gestion des équipements médico-techniques du ministère.

**Article 170 :** La section logistique est chargée de :

- identifier les nouveaux besoins en matière de logistique ;
- centraliser tous les besoins des utilisateurs et élaborer un plan d'achat groupé ;
- tenir un fichier à jour de la logistique du ministère.

#### **Paragraphe 6 : La direction de l'hygiène et de l'assainissement de base**

**Article 171 :** La direction de l'hygiène et de l'assainissement de base a pour missions de :

- coordonner l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la politique nationale d'hygiène et assainissement de base ;
- coordonner l'élaboration des normes et projets de règlements en matière d'hygiène dans les habitations, lieux publics, établissements publics et privés et veiller à leur application ;
- délivrer des certificats de salubrité et autres certificats sanitaires ;

- promouvoir l'étude, la recherche opérationnelle et la formation dans le domaine de l'hygiène et de l'assainissement de base ;
- coordonner les activités d'hygiène et la protection des communautés en situation d'urgence.

Elle participe, en outre :

- à la réalisation des plans types d'ouvrage d'assainissement de base ;
- à la réalisation des activités en matière de santé environnementale ;
- au maintien de la salubrité de l'hygiène au niveau des frontières, ports, aéroports, aéronefs et navires ;
- à la définition des normes d'assainissement autonome en milieu urbain, semi urbain et rural ;
- aux interventions en cas de crises ou catastrophes naturelles.

**Article 172:** La direction de l'hygiène et de l'assainissement de base comprend une cellule d'inspection et deux (2) divisions et une cellule :

- la division de l'hygiène publique ;
- la division de l'assainissement de base ;
- la cellule d'inspection sanitaire.

**Article 173 :** La division de l'hygiène publique est chargée de :

- concevoir et suivre la mise en œuvre des programmes de l'hygiène publique ;
- assurer la police sanitaire dans les collectivités conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur ;
- assurer le contrôle des sources d'approvisionnement en eau de boisson, des usines d'embouteillage et des centres de thermalisme pour l'obtention de l'agrément ;
- contrôler l'hygiène aux frontières, des navires et aéronefs ;
- veiller à la lutte contre les vecteurs de maladies, des hôtes intermédiaires et les réservoirs de virus ;
- appuyer les inspecteurs régionaux dans les programmes d'hygiène et assainissement ;
- appuyer la recherche action dans le domaine de l'hygiène publique.

Elle participe en outre à :

- l'élaboration des normes relatives à la qualité de l'eau de boisson et des eaux de baignades, au point de vu bactériologique et physico-chimique ;
- la gestion des situations d'urgences.

**Article 174 :** La division de l'hygiène publique comprend deux (2) sections :

- la section hygiène aux frontières ;
- la section lutte anti vectorielle.

**Article 175 :** La section hygiène aux frontières est chargée de :

- effectuer les contrôles sanitaires aux frontières ;
- veiller à la désinfection, désinsectisation et dératisation des aéronefs, navires et autres moyens de transport en commun ;



- délivrer les certificats de salubrité aux aéronefs, navires et autres moyens de transport en commun ;
- appliquer les dispositions du règlement sanitaire international relatif à l'hygiène et à l'assainissement.

**Article 176** : La section lutte anti vectorielle est chargée de :

- veiller au contrôle de la qualité des pesticides utilisés en santé publique ;
- délivrer les autorisations d'installation aux établissements publics ou privés chargés de la désinfection, la désinsectisation et de la dératisation ;
- appuyer la mise en œuvre des programmes de lutte anti vectorielle.

**Article 177** : La division de l'assainissement de base est chargée de :

- concevoir les programmes d'assainissement autonome, des eaux usées et des excréta en milieu urbain et rural ;
- veiller à la définition des normes et plans type d'ouvrages d'assainissement autonome en milieux urbain et rural et le suivi technique de leur réalisation ;
- concevoir et mettre en œuvre les programmes de gestion des déchets solides en milieu rural ;
- concevoir et mettre en œuvre les programmes d'hygiène en milieu de soins ;
- concevoir et mettre en œuvre les programmes de promotion de l'hygiène et de l'assainissement.

**Article 178** : La division de l'assainissement de base comprend deux (2) sections :

- la section infrastructures d'hygiène et d'assainissement ;
- la section promotion de l'hygiène et recherche.

**Article 179** : La section infrastructures d'hygiène et d'assainissement est chargée de :

- veiller à l'exécution des programmes d'assainissement autonome, des eaux usées et des excréta en milieux urbain et rural ;
- définir les normes et plans type d'ouvrages d'assainissement autonome en milieux urbain et rural et le suivi technique de leur réalisation ;
- veiller à la mise en œuvre des programmes de gestion des déchets solides en milieu rural ;
- veiller à la mise en œuvre les programmes d'hygiène en milieu de soins.

**Article 180** : La section promotion de l'hygiène et recherche est chargée de :

- veiller à la mise en œuvre des programmes de promotion de l'hygiène ;
- concevoir les stratégies de marketing social pour la promotion d'ouvrage d'assainissement approprié,
- collecter et gérer les données sur l'hygiène ;
- promouvoir le réseautage dans le domaine de l'hygiène et de l'assainissement de base ;
- faire la recherche action en matière d'hygiène et assainissement de base ;
- créer et capitaliser les savoirs dans le domaine de l'hygiène et de l'assainissement de base.

**Article 181** : La cellule d'inspection sanitaire est chargée de :

- assurer l'inspection sanitaire des établissements humains des aliments et de l'eau ;
- proposer des méthodes de traitement permettant d'améliorer la qualité des eaux de boisson et de baignade ;
- assurer la surveillance de la salubrité et de l'hygiène des restaurants, hôtels, débits de boisson et établissements similaires ;
- effectuer la saisie et la destruction des denrées alimentaires avariées et/ou délétères ;
- effectuer le contrôle sanitaire et l'hygiène personnelle de tous les manipulateurs ou distributeurs de denrées alimentaires par des visites médicales ;
- actualiser la réglementation relative à l'hygiène et à l'assainissement de base.

La cellule d'inspection sanitaire est dirigée par un ingénieur de génie sanitaire ou de génie de l'environnement spécialisé en inspection sanitaire qui a rang de chef de division.

## **CHAPITRE IV : LES SERVICES EXTERIEURS**

**Article 182** : Le ministère de la santé dispose des services extérieurs suivants :

- les directions régionales ;
- les districts sanitaires.

### **Section 1<sup>ère</sup> : La direction régionale de la santé**

**Article 183** : La direction régionale de la santé est chargée de :

- mettre en œuvre au niveau régional les programmes et politiques de la santé ;
- identifier les problèmes de santé et les problèmes de l'offre de soins dans la région ;
- mobiliser des financements au profit de la région ;
- gérer toutes les ressources mises à la disposition des services déconcentrés de la région par l'Etat, les partenaires et la communauté dans le domaine sanitaire ;
- élaborer et mettre en œuvre le plan d'action opérationnelle de la région et définir les priorités de développement notamment en termes de ressources humaines, d'infrastructures, d'équipements et de leur maintenance ;
- assurer la coordination, la supervision, le suivi-évaluation de toutes les interventions dans la région en matière de santé (réalisées par les secteurs publics ou privés, interventions des projets et programmes, directions du district sanitaire, hôpitaux régionaux) ;
- identifier les besoins en personnel ;
- assurer l'allocation pertinente des ressources humaines, matérielles et financières mises à la disposition par le niveau central en fonction des directives du niveau central et des besoins identifiés localement ;
- assurer la surveillance épidémiologique au niveau régional et de la réponse aux épidémies et autres catastrophes ;
- s'assurer que les normes et la réglementation sont bien respectées dans le domaine pharmaceutique, de la biologie médicale et de la médecine traditionnelle par les acteurs public et privé ;

- coordonner l'approvisionnement et la gestion des médicaments et autres produits pharmaceutiques y compris les vaccins ;
- contrôler l'application des normes, standards et règlements techniques rédigés par le niveau central ;
- contrôler l'application de la législation sanitaire dans les structures privées et publiques ;
- identifier les besoins en formation du personnel ;
- assurer la formation continue du personnel et la recherche/action dans le domaine de la santé dans la région ;
- exercer une tutelle technique pour le compte du Ministère de la santé sur les structures décentralisées et les instituts de formation initiale de la région ;
- veiller au respect de la carte sanitaire de la région.
- coordonner les activités de la promotion de la santé et de l'hygiène et de l'assainissement de base de la région

**Article 184** : La direction régionale de la santé est composée de douze (12) sections :

- la section ressources humaines et affaires juridiques ;
- la section affaires financières ;
- la section infrastructures sanitaires, équipement et maintenance.
- la section études, planification et programmation ;
- la section système national d'information sanitaire et de l'informatique.
- la section établissements de soins et réadaptation ;
- la section lutte contre la maladie et programmes de santé ;
- la section pharmacie, médicament et laboratoires ;
- la section santé de la mère et de l'enfant ;
- la section santé communautaire.
- la section hygiène publique et assainissement de base ;
- la section promotion de la santé.

## **Section 2 : Les districts sanitaires**

**Article 185** : La direction du district sanitaire est chargée de :

- coordonner, superviser, assurer le suivi et l'exécution des programmes des districts sanitaires ;
- recueillir, traiter, stocker et assurer la circulation de l'information statistique en amont et en aval en vue de la prise de décision ;
- dresser la carte sanitaire du district sanitaire ;
- assurer l'allocation pertinente des ressources humaines, matérielles et financières mises à la disposition par le niveau régional en fonction des directives du niveau central et des besoins identifiés localement ;
- organiser régulièrement des ateliers de mise à niveau pour le personnel du district ;
- assurer la surveillance épidémiologique et informer la direction régionale en cas d'épidémie, de catastrophes naturelles ou accidentelles survenant dans le district ;
- collaborer avec toutes les institutions intervenant dans le domaine de la santé au niveau du district et coordonner leurs activités ;
- assister les formations sanitaires et les communautés du district dans leurs tâches de planification et programmation ;
- promouvoir l'information, la sensibilisation et la communication en matière de santé dans le district ;

- assurer la surveillance sanitaire et la préparation aux situations de crise ;
- assister les formations sanitaires dans la gestion de leurs ressources, en particulier ressources financières de fonctionnement (élaboration des budgets programmes annuels) ;
- assurer la planification et la mise en œuvre du plan d'action opérationnelle du district.

**Article 186 :** La direction du district sanitaire est composée de huit (8) sections :

- la section ressources humaines et affaires financières ;
- la section études de la planification et programmation ;
- la section système national d'information sanitaire et de l'informatique ;
- la section lutte contre la maladie et les programmes de santé ;
- la section l'hygiène et assainissement de base ;
- la section santé de la mère et de l'enfant ;
- la section santé communautaire ;
- la section promotion de la santé.

## **CHAPITRE V : LES INSTITUTIONS ET ORGANISMES RATTACHES**

**Article 187 :** Les organismes et institutions, ci-après, de formes diverses et régis par des dispositions spéciales ou par des statuts particuliers, sont rattachés au ministère de la santé. Ils relèvent de la tutelle du ministre :

- les centres hospitaliers universitaires (CHU SO, Campus, Kara) ;
- l'hôpital psychiatrique de Zébé ;
- les centres hospitaliers régionaux (CHR Lomé-Commune, Tsévié, Atakpamé, Sokodé, Kara-Tomdè, Dapaong) ;
- l'institut national de santé publique (INSP) ;
- l'institut national d'hygiène (INH) ;
- le laboratoire national de contrôle de qualité des médicaments (LNCQM) ;
- la centrale d'achat des médicaments essentiels et génériques (CAMEG) ;
- le centre national et les centres régionaux de transfusion sanguine (CNTS, CRTS) ;
- le centre national et les centres régionaux d'appareillage orthopédique (CNAO, CRAO) ;
- les écoles nationales des auxiliaires médicaux (ENAM Lomé et Kara) ;
- l'école nationale des aides sanitaires (ENAS de Sokodé) ;
- les écoles nationales des sages-femmes (ENSF Lomé et Kara) ;
- le centre de formation en santé publique (CFSP) de Lomé ;
- le centre de prise en charge de la drépanocytose ;
- le comité sectoriel santé VIH/SIDA ;
- l'organisme de coordination national des projets financés par le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme (CCM) ;
- la commission budgétaire (CB) ;
- l'observatoire des ressources humaines en santé (OBRHS) ;
- le comité de coordination inter agence (CCIA) ;

- le comité de coordination des projets et programmes (CCPP).

**Article 188 :** Le ministre de la santé peut donner délégation au secrétaire général, à l'effet d'assurer la coordination, l'animation et la supervision des institutions et organismes rattachés qui sont sous sa tutelle.

## **CHAPITRE VI : LES NOMMINATIONS AUX EMPLOIS**

**Article 189 :** Le directeur de cabinet est nommé par décret en conseil des ministres sur proposition du ministre de la santé.

Un rapport d'enquête de moralité diligentée par les services compétents et le curriculum vitae de l'intéressé sont joints à la proposition.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

**Article 190 :** Le conseiller technique, le chargé de mission, le conseiller en communication ou l'attaché de presse, l'attaché de cabinet et le chef du secrétariat particulier sont nommés par arrêté du ministre de la santé.

Le projet d'arrêté est transmis au Premier ministre pour accord ; il est accompagné d'un rapport d'enquête de moralité diligentée par les services compétents, d'un curriculum vitae détaillé de chacune des personnes choisies.

**Article 191 :** Les fonctions d'attaché de cabinet et de chef du secrétariat particulier cessent, de plein droit, en cas de remaniement, de recomposition ou démission du Gouvernement.

Les fonctions des autres membres du cabinet prennent fin après accord du Premier ministre, conformément aux formes et procédures qui ont prévalu pour leur nomination.

**Article 192 :** Le secrétaire général, les directeurs généraux, les directeurs généraux adjoints et les directeurs sont nommés par décret en conseil des ministres sur proposition du ministre de la santé.

**Article 193 :** L'inspecteur des services du ministère de la santé est nommé et révoqué par décret en conseil des ministres.

**Article 194 :** Les directeurs des services régionaux sont nommés par décret du Président de la République.

Les directeurs des districts sanitaires sont nommés par arrêté du ministre.

**Article 195 :** Les chefs de division et de section sont nommés par arrêté du ministre.

Les nominations par arrêté sont faites avec l'accord du Premier ministre.

Le projet d'arrêté est transmis au Premier ministre ; il est accompagné d'un rapport d'enquête de moralité diligentée par les services compétents, d'un curriculum vitae détaillé de chacune des personnes choisies.

## **CHAPITRE VII : DISPOSITIONS FINALES ET DIVERSES**

**Article 196 :** Les ampliations des actes du ministre de la santé sont signées par le secrétaire général du ministère.

Copie en est adressée au secrétariat général du gouvernement.

**Article 197 :** Le secrétaire général du ministère est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 27 février 2013

**Professeur  
Kondi Charles AGBA**